Document generated on 05/17/2025 3:15 a.m.

Recherches sociographiques

Denis BEAUREGARD, *À qui appartient le Canada?*

Jean-Thomas Bernard

Volume 22, Number 1, 1981

URI: https://id.erudit.org/iderudit/055922ar
DOI: https://doi.org/10.7202/055922ar

See table of contents

Publisher(s)

Département de sociologie, Faculté des sciences sociales, Université Laval

ISSN

0034-1282 (print)
1705-6225 (digital)

Explore this journal

Cite this review

Bernard, J.-T. (1981). Review of [Denis BEAUREGARD, *À qui appartient le Canada?*]. *Recherches sociographiques*, *22*(1), 137–138. https://doi.org/10.7202/055922ar

Tous droits réservés © Recherches sociographiques, Université Laval, 1981

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/

érudit

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

https://www.erudit.org/en/

ailleurs, est-il nécessaire de s'appuyer sur Herman Kahn pour nous apprendre que « dans le domaine du pétrole [...] les pays industrialisés vont passer à travers une période difficile d'ici l'an 2000 » (p. 503).

Dans l'ensemble, les communications présentées au colloque d'octobre 1978 étaient fortement imprégnées des préoccupations du moment. Même si le thème du colloque était en lui-même très général, la plupart des conférenciers se sont intéressés aux choix politiques liés au référendum québécois. De même, plusieurs font référence au niveau du salaire minimum québécois et s'inquiètent de ses effets sur l'emploi. Le contenu de plusieurs communications témoigne également de la vogue croissante des nouvelles approches méthodologiques, notamment celle du *Public Choice*, qui veulent appliquer les outils de la science économique à une gamme plus étendue de décisions individuelles ou collectives.

L'ouvrage a vieilli. Le référendum québécois appartient à l'histoire et, d'ailleurs, il n'est pas certain que l'analyse économique fut pour beaucoup dans son résultat. Le salaire minimum n'est plus une question aussi controversée qu'au moment où les travaux du professeur Fortin étaient attaqués publiquement par le président de la C.S.N. La fiscalité des particuliers est toujours à un niveau très élevé au Québec mais des travaux du professeur Montmarquette, effectués pour le compte de l'Office de planification et de développement du Québec en 1979 et en 1980, lui ont enlevé le caractère dramatique qu'il signalait en 1978 (pp. 20s.). De même, le vœu du professeur Gaudry qui souhaitait des éclaircissements sur les effets de la Voie maritime du Saint-Laurent a été exaucé puisque deux études sur cette question ont été publiées. (Gennifer SUSSMAN, *The St. Lawrence Seaway*, Montréal, Institut de recherches C.D. Howe, 1978 ; Office de planification et de développement du Québec, *Rentabilité de la voie maritime du Saint-Laurent pour le Québec*, Québec, 1979.) Finalement, le gouvernement du Québec y est allé d'un énoncé global de politique économique (*Bâtir le Québec*, 1979) et de nombreuses politiques sectorielles dont certaines s'inscrivent dans la ligne des préoccupations de différents textes du colloque : contrôle et orientation des sociétés d'État, sécurité des approvisionnements énergétiques, utilisation de l'électricité à des fins de développement industriel.

Malgré son vieillissement et en dépit de certains défauts, cet ouvrage n'en conserve pas moins une valeur certaine. Par la variété des sujets traités et le ton de la présentation, ni théorique, ni simpliste, il constitue un ajout valable à la bibliographie existante sur l'économie québécoise. Signalons encore une fois que certains textes sont d'une très bonne qualité et que certains constituent même des apports méthodologiques originaux et prometteurs, qu'il s'agisse des rapports entre la nation et la sphère d'intervention gouvernementale (Dudley et Montmarquette) ou entre l'état, l'économie et la culture (Bronsard), ou encore des interventions non pécuniaires des gouvernements (Martin). Ces pages constituent la part de l'imagination et de l'intelligence.

Jean-Claude CLOUTIER

Secrétariat au développement économique,
Gouvernement du Québec.

Denis BEAUREGARD, *À qui appartient le Canada?*, Montréal, Stanké, 1978, 225p.

La forte poussée des investissements américains au Canada depuis le début du vingtième siècle et surtout depuis la Seconde Guerre mondiale a engendré des inquiétudes chez différents Canadiens au point de donner lieu à diverses études, commissions et rapports gouvernementaux. Le livre de Denis Beauregard s'inscrit dans ce courant de pensée nationaliste canadien et il contient une synthèse des appréhensions canadiennes au sujet de cette question, telles qu'exprimées depuis le début des années soixante-dix en particulier.

Ce livre est divisé en quatre parties inégales : dans la première, l'auteur présente l'information statistique sur l'étendue au Canada de la présence étrangère et plus spécifiquement des Américains, évaluée en termes de propriété et de contrôle. Cette présence est dominante principalement dans le secteur des mines et de la fabrication. De plus, les investissements étrangers sont concentrés dans des entreprises plus grandes que celles possédées par les Canadiens et dans les secteurs où la technologie est en évolution.

Dans la seconde partie, l'auteur décrit les principales caractéristiques de l'économie canadienne reliées à la propriété et au contrôle par les compagnies-mères américaines : investissement sous forme directe (actions) plutôt qu'indirecte (obligations) amenant une sortie de fonds sous forme de dividendes et de paiements pour services de toutes sortes, synchronisation des indices de prix à la consommation dans les deux pays, tronçonnement des opérations des filiales canadiennes, faible degré de transformation des matières premières au Canada, faible pénétration des produits manufacturiers canadiens aux États-Unis, peu d'importance de la recherche industrielle et productivité de la main-d'œuvre plus basse au Canada qu'aux États-Unis qui se reflète dans les niveaux de salaire.

Dans la troisième partie, l'auteur indique les conséquences de cette présence étrangère sur l'économie canadienne considérée globalement : cette propriété et ce contrôle étrangers entraînent une sortie de fonds qui donne lieu à un déficit au compte courant de la balance des paiements et qui est généralement compensée par des entrées au compte capital. Cette sortie de fonds en soi réduit la valeur du dollar canadien par rapport aux autres monnaies et par rapport au dollar américain en particulier. Pour faciliter cette entrée de capital, les autorités monétaires canadiennes ont traditionnellement gardé les taux d'intérêt canadiens plus élevés qu'aux États-Unis. Cette synchronisation des taux d'intérêt implique que les mouvements cycliques américains se reproduisent au Canada.

Dans la quatrième partie, Beauregard nous informe de la situation particulière de certaines industries. En conclusion, il présente certaines options possibles pour le Canada face à cette présence dans son économie et il indique sa préférence pour une stratégie axée sur la diversification des relations commerciales internationales.

Le livre de Denis Beauregard est avant tout une synthèse de quelques rapports gouvernementaux (Rapport Gray et Rapport van Roggen) au sujet de la présence américaine dans l'économie canadienne et, dans cette perspective, il résume assez bien les caractéristiques de l'économie canadienne qui sont l'objet d'inquiétudes de la part des nationalistes canadiens. Par contre, sur le plan de l'analyse, cette étude est plutôt faible : en effet, il nous informe peu sur le pourquoi ou sur les causes des phénomènes qui sont décrits. L'analyse économique est l'étude des réactions des individus agissant dans leur intérêt face à certaines contraintes. Lorsque les contraintes ne sont pas spécifiées, il est difficile d'expliquer pourquoi les individus agissent de telle façon. C'est cette description des contraintes qui fait défaut dans ce livre. Il faut noter également que l'information statistique utilisée dans cet ouvrage repose sur des séries chronologiques relativement courtes, c'est-à-dire, 1969 à 1976, et qu'il est difficile à partir de telles séries de déceler des tendances pour une question de cette envergure.

Je diffère donc d'avis avec Pierre Nadeau qui a écrit la préface de ce volume au sujet de son importance dans les débats actuels sur l'orientation de l'économie canadienne.

Jean-Thomas BERNARD

Département d'économique,
Université Laval.